

DELIVERABLE 4.2
POLICY BRIEF
FOR ALGERIAN AUTHORITIES
(FRENCH)

WP4 – POLICY BRIEFS

WP Leader: COIMBRA GROUP

Target groups: other – European Commission, DG Education and Culture + EACEA,
E+ National Agencies and Offices

Dissemination level: local, regional, national



The European Commission's support for the production of this publication does not constitute an endorsement of the contents, which reflect the views only of the authors, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

TABLE OF CONTENTS

1. Le projet de renforcement des capacités de l'ICMED - La Mobilité Internationale de Crédits: un nouveau défi dans la région méditerranéenne	4
2. L'enseignement supérieur en Algérie	5
L'aiguillon de l'internationalisation contre les défis de démocratisation	5
Les bonnes pratiques recommandées pour l'enseignement supérieur algérien	7
3. Mobilité Internationale de Crédits en Algérie	8
Principaux défis.....	8
les bonnes pratiques identifiées	9
Actions futures recommandées	10
4. Conclusions et recommandations générales sur la mise en œuvre de la MIC en Algérie	13
Références	15_Toc45805476

NOTE DE POLITIQUE - ALGÉRIE

Comment l'Algérie peut-elle tirer le meilleur parti de la Mobilité Internationale de Crédits Erasmus +

1. LE PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'ICMED - LA MOBILITE INTERNATIONALE DE CREDITS: UN NOUVEAU DEFI DANS LA REGION MEDITERRANEENNE

Une tendance actuelle à renforcer l'internationalisation dans le secteur de l'enseignement supérieur a été observée dans toute la région MENA, y compris l'Algérie, et le programme Erasmus+ de l'UE a ajouté un instrument de soutien précieux à cet égard depuis 2015, avec l'introduction de l'action sur la Mobilité Internationale de Crédits (KA107-ICM). Les EES à vocation internationale ont inclus ce programme dans les programmes de bourses de mobilité du personnel ou des étudiants déjà en cours, sur la base de stratégies visant à renforcer la dimension internationale de l'université. L'action KA107 offre des possibilités qui sont perçues comme utiles et importantes, car elles donnent une chance supplémentaire à l'établissement dans son ensemble de s'ouvrir au contexte international grandissant du secteur de l'enseignement supérieur. Néanmoins, il semble y avoir des défis et des obstacles majeurs qui limitent son plein potentiel en tant que moteur de croissance et d'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur. Le programme de MIC est un nouveau défi pour les gouvernements et les établissements d'enseignement supérieur de la région MENA. Après plus de dix ans de coopération réussie dans le cadre du programme Erasmus Mundus (EM), les EES partenaires ont été conduits assez brutalement vers un système totalement nouveau, avec de nouvelles règles et procédures. En outre, alors que la demande de possibilités de mobilité du personnel augmente, les fonds disponibles et le nombre de bourses restent limités.

En fonction du suivi du programme Erasmus+ et des premiers résultats de la récente introduction de la MIC, cette note de politique est centrée sur la situation actuelle, les défis et les possibilités d'amélioration en Algérie. Ce pays, avec le Maroc et la Tunisie, a été la cible récente du projet de renforcement des capacités Erasmus + ICMED - Mobilité Internationale de Crédits: un nouveau défi dans la région méditerranéenne (<https://www.icmedproject.eu/>). À partir d'une cartographie et un processus de consultation approfondis sur le statut actuel de la MIC au niveau institutionnel et régional, le projet ICMED, dirigé par l'Université de Padoue en étroite coopération avec 5 autres EES de l'UE et 6 EES de la région MENA ainsi que deux réseaux universitaires, s'est efforcé de contribuer à une gestion innovante, efficace et effective de la Mobilité Internationale de Crédits dans la région MENA, en renforçant les capacités du personnel, en mettant en œuvre un programme de formation complet, en favorisant l'information et en partageant les meilleures pratiques dans ce domaine.

Notamment, par des recherches documentaires et des questionnaires/entretiens locaux avec tous les groupes cibles intéressés, le projet ICMED s'est également efforcé de mettre en évidence les principaux défis/questions apparus au cours du projet, à la suite de leur influence potentielle sur les futures actions politiques. Une série d'entretiens de qualité a été effectuée notamment dans les

deux EES partenaires d'ICMED en Algérie, avec des représentants du personnel (10) et des étudiants (12) qui ont participé aux échanges E+ Mobilité Internationale de Crédits, suite à l'analyse des questionnaires sur le même sujet. Un représentant du bureau national algérien Erasmus+ (NEO) a également été interrogé. Cela a donné lieu à un rapport de synthèse de la consultation, à des rapports de la semaine de formation et à une série de notes de politique rassemblant des recherches et des données locales à regrouper les informations sur les développements politiques de la MIC et de l'action Erasmus+ KA107 en particulier.

Le but de cette note de politique est donc de tirer des conclusions pertinentes et de fournir des contributions et des recommandations utiles aux décideurs politiques algériens sur les mesures à prendre pour affiner et rationaliser la MIC, ainsi qu'aux EES algériens pour tirer le meilleur parti de la gestion et de la mise en œuvre de la MIC.

2. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN ALGÉRIE

L'enseignement supérieur algérien a connu des évolutions et des réformes assez importantes depuis l'année universitaire 2004-2005. Aujourd'hui, il dispose d'un important réseau d'EES - qui ont doublé de 56 en 2005 à 103 pendant l'année universitaire 2015-2016, répartis dans un plus grand nombre de provinces - et une population étudiante qui ne fait qu'augmenter. Pour donner quelques exemples, 2 281 320 étudiants (dont 63 % de femmes) ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur au cours de la période 2004-2015 et le nombre d'étudiants du premier cycle a augmenté de près de 82 % au cours de la même période. Le personnel enseignant a également monté en flèche au cours de la même décennie, avec une hausse de près de 120 %, passant de 25 229 en 2005 à 55 746 en 2016 (Overview of the Higher Education System – Algeria, 2017). En ce qui concerne la capacité des étudiants, les EES ont pu offrir environ 11 324 000 places en 2016, soit une augmentation de plus de 200% en 12 ans.

L'AIGUILLON DE L'INTERNATIONALISATION CONTRE LES DEFIS DE DEMOCRATISATION

Des efforts sont déployés pour améliorer les perspectives d'employabilité des futurs diplômés, grâce à une coopération plus étroite avec le contexte socio-économique sous diverses formes. Les réformes en cours visent à renforcer les liens entre l'université et l'industrie (2014-18). L'accréditation est également devenue un aspect crucial après les récentes réformes qui ont vu la création de deux organismes nationaux (la Commission d'Implémentation d'un système d'Assurance Qualité - CIAQES, et le Comité National d'Évaluation - CNE) et la rédaction d'une feuille de route basée sur un ensemble d'objectifs visant à améliorer la qualité du secteur de l'enseignement supérieur et son évaluation, conformément aux normes internationales. Cependant, le processus est encore en cours et il reste beaucoup à faire pour accomplir toutes les tâches prévues. Dans le droit fil de cette évolution, les mesures prises au niveau ministériel pour améliorer les performances de la formation doctorale visent à normaliser cette formation, du recrutement au diplôme, et à assurer qu'elle réponde aux exigences du marché du travail, en mettant l'accent sur la recherche, les TIC, les langues et la communication.

L'internationalisation est désormais le 3ème pilier de la stratégie de l'enseignement supérieur algérien, qui investit dans la mobilité internationale, tant entrante que sortante, avec actuellement

plus de 10 000 ressortissants étrangers, de 61 pays différents, étudiant en Algérie. Cependant, comme d'autres pays d'Afrique du Nord, l'Algérie se remet encore des turbulences du passé et il faut du temps pour reconstruire le pays et ses infrastructures et les ramener à un niveau pleinement fonctionnel. Les réformes menées au cours des dernières décennies ont en effet déclenché une évolution positive dans le secteur de l'enseignement supérieur, passant de a) l'accent mis sur l'adaptation des programmes éducatifs aux nouveaux besoins de la politique économique (c'est-à-dire le remplacement des enseignants étrangers) au b) remplacement du français par l'arabe comme langue d'enseignement, puis c) les ajustements nécessaires à la croissance des inscriptions et à la densification des infrastructures, et enfin d) la forte croissance du nombre d'étudiantes.

Néanmoins, des défis et des obstacles subsistent et doivent être surmontés. Malgré l'accent mis aujourd'hui sur la qualité, les résultats des précédentes politiques de "massification" en Algérie sont toujours visibles. La massification, qui était au cœur des récentes réformes, en raison à la fois du pourcentage très élevé de jeunes dans le pays, mais aussi des choix politiques explicites entrepris par le gouvernement, a conduit à une tendance où la quantité était jusqu'à récemment privilégiée par rapport à la qualité. Cette tendance à la démocratisation a été favorisée par le libre accès à l'enseignement supérieur et l'existence de services universitaires à un coût très faible. En outre, l'enseignement supérieur dépend fortement du financement public, et l'État joue un rôle central dans l'ensemble du secteur de l'éducation, alors que le soutien privé est encore faible, tout comme le nombre d'EES privés. Un soutien financier direct aux étudiants de familles moins aisées et aux meilleurs étudiants, ainsi que des services de soutien tels que l'hébergement, sont garantis à un pourcentage élevé d'étudiants: 85% des étudiants algériens bénéficient de bourses et plus de 50% sont hébergés par l'Office National des Œuvres Universitaires (ONOU). Ce n'est que récemment que des efforts politiques ont été faits pour accroître l'utilisation de l'anglais, alors que l'utilisation de l'arabe comme langue d'enseignement, et son remplacement par le français, est encore fréquent. En outre, étant donné que la recherche est également liée à la qualité du personnel enseignant dans les universités, les nombreux enseignants nécessaires pour un corps étudiant qui est maintenant estimé à 1 500 000 personnes, doivent être formés à un niveau élevé, alors qu'une partie importante des enseignants n'a pas de doctorat. Les décideurs politiques dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique sont également confrontés à la nécessité d'établir un système de formation et de recherche efficace et de qualité, alors que le secteur de l'enseignement supérieur est caractérisé par un système de gestion assez informel et par une certaine instabilité des corps de chercheurs. Ce sont là quelques-unes des principales raisons pour lesquelles le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en Algérie ne réalise pas son potentiel.

Comme le prouvent les éléments ci-dessus, l'Algérie a fait des efforts considérables au cours des années, mais il faut maintenant établir un lien plus étroit entre le secteur de l'enseignement supérieur et les besoins concrets du marché du travail pour réduire le chômage des jeunes, surtout parmi la population qualifiée. Ainsi, concilier les demandes justifiées de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et les exigences de formation de haute qualité est aujourd'hui l'un des défis majeurs auxquels les EES algériens doivent faire face. Ceci est d'autant plus nécessaire pour être compétitif et encourager l'innovation dans un monde en rapide évolution, marqué par l'avènement de la société de la connaissance et de l'information et la mondialisation économique.

LES BONNES PRATIQUES RECOMMANDÉES POUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ALGÉRIEN

En vue de stimuler davantage les développements de l'internationalisation du système d'enseignement supérieur algérien, et afin d'assurer une mise en œuvre plus harmonieuse de la MIC et du suivi des programmes de mobilité, il ya plusieurs mesures recommandées à prendre dans le secteur de l'enseignement supérieur, afin de surmonter les principaux obstacles identifiés ci-dessus. Les plus pertinentes à cette fin méritent d'être mentionnées :

1. Tout d'abord, la concentration des PME dans certaines régions, regroupées autour d'un ou plusieurs centres universitaires, peut être un moyen efficace d'accélérer ce processus d'internationalisation, comme le suggèrent de nombreuses théories sur le développement régional.
2. Il serait également souhaitable que le système d'enseignement supérieur soit moins centralisé et ouvre la porte au secteur privé, afin que les universités soient gérées en parallèle par le secteur privé comme par le secteur public. Les établissements d'enseignement supérieur et les institutions de recherche doivent disposer d'un système de gestion indépendant afin que les projets de recherche puissent progresser.
3. Le secteur de l'enseignement supérieur a besoin d'une nouvelle gouvernance et de nouvelles méthodes de gestion, ainsi que d'un cadre juridique et organisationnel amélioré, tandis que le budget consacré aux stages, à la formation, à la coopération internationale, à la recherche scientifique et au développement technologique devrait être augmenté en veillant à la gestion efficace de ce budget, pour garantir que ces investissements visent à atteindre les objectifs de l'enseignement supérieur.
4. L'évaluation continue du personnel enseignant et des directeurs est une bonne approche pour mettre en place une culture de compétitivité et de crédibilité des universités. Une éducation de qualité pour les universités et la productivité des institutions de recherche devraient être les principes directeurs à cet égard. À cette fin, les méthodes d'évaluation individuelle doivent être améliorées et le travail collectif entre les directeurs, les équipes, les chercheurs et les universités doit être encouragé pour soutenir les liens avec l'industrie.
5. Il faudrait créer un champ de recherche "endogène" devrait être créé, en orientant les chercheurs vers des domaines qui pourraient potentiellement bénéficier à l'économie algérienne, et l'internationalisation est un moyen optimal d'acquérir les connaissances et l'expertise internationale nécessaires dans ce sens. L'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les EES et les institutions de recherche aujourd'hui est de développer la recherche (produits, programmes, inventions, brevets, méthodes et procédures, etc.) dans le domaine de l'énergie renouvelable et de l'agriculture pour aider l'économie algérienne maintenant et le domaine des hydrocarbures après.
6. Des formes d'internationalisation « carbon-free » devraient également être étudiées et être proposées comme élément supplémentaire aux formes traditionnelles d'enseignement transfrontalier, afin de réduire leur impact environnemental substantiel, conformément au

programme des objectifs de développement durable (ODD 13) et aux efforts mondiaux de l'enseignement supérieur mis en place aujourd'hui pour l'action pour le climat.

Comme prouvé par les éléments ci-dessus, l'engagement des institutions locales, nationales et régionales est crucial pour un véritable changement du système de gestion de l'enseignement supérieur et un investissement efficace dans la coopération régionale et internationale, dans laquelle la Mobilité Internationale de Crédits Erasmus+ joue un rôle clé et mérite donc une attention particulière.

3. MOBILITE INTERNATIONALE DE CREDITS EN ALGERIE

PRINCIPAUX DÉFIS

Sur la base des conclusions de l'ICMED et de la recherche documentaire, la mise en œuvre de la MIC en Algérie semble être entravée par une série de facteurs combinés, concernant notamment, mais pas exclusivement, la phase de préparation de la mobilité des étudiants et du personnel. Ces défis peuvent être regroupés d'après les principaux thèmes suivants :

- D'une manière générale, on peut noter une participation globale au programme de MIC, relativement nouveau, assez limitée en Algérie par rapport aux autres pays de la région MENA. C'est particulièrement le cas des EES algériens situés dans les zones les plus reculées, qui ne semblent pas non plus avoir une connaissance suffisante de l'action et du rôle du NEO.
- Il semble y avoir une charge bureaucratique excessive liée à la gestion et à la mise en œuvre de la MIC, et la nécessité d'un si grand nombre de documents - dans une certaine mesure - compliqués n'est pas tout à fait claire par rapport aux procédures administratives normalement en place dans les EES algériens qui traitent de la mobilité. Les principaux défis administratifs sont les suivants :
 1. Les demandes de visa, à cause des procédures longues qui peuvent retarder le départ. Les lettres d'acceptation sont parfois exigées dans leur version originale, ce qui contribue à retarder davantage la procédure, car le demandeur doit attendre que le document original soit envoyé par l'EES d'accueil.
 2. L'assurance maladie, car la couverture n'est pas toujours claire et des questions délicates peuvent se poser dans des cas spécifiques, comme l'hospitalisation d'urgence, où l'étudiant ou le personnel mobile peut découvrir que l'assurance maladie achetée ne couvre pas ces coûts dans le pays d'accueil.
- Une pénurie de personnel dédié à la KA107 a été enregistrée et ce même personnel déclare ne pas avoir pleinement accès aux possibilités de formation. Dans la plupart des cas, le personnel de la MIC ignore la stratégie d'internationalisation de l'université ou telle stratégie est parfois absente. Il en résulte une connaissance technique limitée de l'Action

des EES algériens et une expertise limitée dans la participation pratique et la gestion des projets de la KA107. En outre, le rôle "rassurant" de l'ancien coordinateur EM (de la UE ou "conjoint") n'est plus prévu, ce qui implique un transfert de responsabilités que pas tous les EES sont prêts à assumer.

- Une capacité limitée à accueillir la mobilité entrante a été mise en évidence, en raison de la pénurie de cours en anglais et de l'information incomplète disponible, ce qui entraîne un manque d'attrait pour les étudiants internationaux.
- Les procédures de reconnaissance des expériences formellement acquises à l'étranger par les étudiants, concernant l'équivalence et la reconnaissance des crédits et des notes, se révèlent insuffisantes, voire inexistantes dans certains cas. Il n'y a eu reconnaissance ni de crédits pour les doctorants ni d'activités de recherche qu'ils ont menées, mais plutôt un rapport à présenter devant un comité scientifique après être retournés dans leur établissement d'origine. L'absence ou l'inadéquation des mécanismes de reconnaissance pour le personnel administratif a également été constatée.
- Un autre aspect souligné est la manière dont l'information sur la MIC est encouragée au niveau universitaire : les possibilités de mobilité disponibles ainsi que l'appel à candidatures sont promus grâce au site web institutionnel, à la page Facebook, aux affiches, à la discussion directe avec les personnes intéressées, également par téléphone et par des listes de diffusion, mais le moyen le plus efficace reste la bouche-à-oreille entre les paires et les collègues. Souvent, c'est l'institution partenaire de l'UE qui diffuse l'information sur l'action KA107, sur la base de la coopération fructueuse établie auparavant. Malheureusement, l'information n'est parfois pas disponible pendant longtemps, comme c'est le cas pour l'appel à candidatures, ce qui peut se traduire par un nombre de candidats inférieur aux postes disponibles.
- Pour conclure, selon le domaine d'étude, une insatisfaction est apparue quant à la coordination des activités de mobilité par le superviseur scientifique, surtout dans le cas des activités de recherche, où des objectifs de recherche spécifiques n'ont pas été fixés.

Il est intéressant de noter qu'un consensus important a été obtenu parmi les différentes catégories interrogées. En fait, les étudiants, le personnel et le représentant du NEO ont convenu que les principaux obstacles à surmonter pour une mise en œuvre et une gestion plus harmonieuse de la MIC sont ceux illustrés ci-dessus. Ils ont également suggéré les meilleures pratiques déjà en place, tandis que les résultats du projet ont permis de poursuivre la réflexion sur les actions futures et les mesures à prendre à cet égard, qui seront décrites dans les deux paragraphes suivants.

LES BONNES PRATIQUES IDENTIFIÉES

Il faut mentionner une série de meilleures pratiques identifiées par le projet ICMED, car elles ont contribué à accroître l'efficacité du processus de sélection et / ou la qualité de l'expérience de mobilité elle-même. Ces meilleures pratiques devraient être partagées afin que les projets de la KA107 en place dans d'autres EES d'Algérie et de la région MENA dans son ensemble puissent, espérons-le, bénéficier de leur mise en œuvre.

1. L'EES d'envoi a organisé une session d'entretiens pour tester et certifier la connaissance de l'anglais par les candidats pour les destinations où la maîtrise de l'anglais est obligatoire. Ce faisant, les candidats pourraient bénéficier d'un service interne gratuit mis en place par leur établissement d'origine, au lieu de payer des frais pour un test à effectuer dans des centres de langues privés. D'autres initiatives de tests d'anglais gratuits dans les établissements d'origine pourraient être étudiées.
2. Certains bénéficiaires pouvaient suivre un cours de langue locale dans les EES d'accueil, ce qui était utile non seulement pour apprendre ou améliorer leur connaissance d'une langue étrangère, mais aussi pour faciliter l'intégration dans la communauté locale.
3. Une plateforme informatique a été adoptée au niveau local, afin de faciliter la collecte et le remplissage des documents lors de la phase de candidature. Il en résulte une amélioration planifiée en ce qui concerne la gestion technique du processus de candidature.
4. Il est largement reconnu que les nouvelles technologies ont récemment eu un impact important sur l'enseignement supérieur, notamment en ce qui concerne l'enseignement des langues étrangères. En conséquence, des mesures, bien que mineures, ont été prises pour mettre en œuvre de nouvelles méthodes d'enseignement avec de nouvelles technologies, techniques et méthodes. À cet égard, les centres de langues sont le lieu le plus approprié pour promouvoir l'apprentissage d'une deuxième langue.

Des pratiques similaires pourraient en effet assurer une mise en œuvre plus efficace de la MIC ainsi que d'autres programmes de mobilité internationale, et doivent être davantage exploitées.

ACTIONS FUTURES RECOMMANDÉES

Le processus d'enquête de l'ICMED a mis en évidence des tendances significatives en cours dans la manière dont la MIC Erasmus+ est gérée dans les EES algériens. Des commentaires utiles ont été donnés sur la manière d'améliorer les processus et les pratiques actuellement en place, ainsi qu'une série de recommandations visant à accroître la qualité des échanges de mobilité, au bénéfice comme des participants que de l'EES dans son ensemble. Les recommandations ont été regroupées sous des catégories spécifiques :

1. Activités de promotion : le programme doit être promu plus sur les plateformes sociales comme Facebook, Twitter, etc., que sur le site web ou par les universitaires, et des "journées d'étude/d'information" devraient toujours être envisagées, afin que les bénéficiaires potentiels puissent obtenir plus d'informations sur le programme d'échange. Les canaux de communication visant à promouvoir l'initiative devraient donc être encore plus différenciés.
2. La communication et la coordination entre les EES d'origine et d'accueil devraient être améliorées. Les informations devraient être échangées et partagées en temps utile et de manière plus complète et plus claire : ces informations devraient porter spécifiquement sur les règles et les procédures de participation aux échanges de mobilité et sur les critères de sélection fixés par l'université d'accueil.

3. Unité Erasmus+ dédiée : les étudiants et le personnel locaux ont souligné la nécessité de créer un bureau Erasmus+, qui devrait être composé des personnels académiques et administratifs formés, ayant une expertise dans l'Action, et se consacrant à plein temps à la gestion de la MIC et, plus généralement, aux activités Erasmus+. Des activités de formation spécifiques devraient être prévues pour le personnel local de la MIC, qui devrait tous se familiariser avec la stratégie d'internationalisation locale, et le personnel académique/administratif ayant des rôles liés à la stratégie d'internationalisation des établissements devrait bénéficier d'une série d'échanges de mobilité, afin d'améliorer leur expertise technique. Des sessions d'information et de formation spécifique sur l'Action, destinées au personnel des EES algériens, sont également très nécessaires pour mieux promouvoir l'Action et pour diffuser des informations détaillées, responsables et techniques afin d'accroître à la fois la sensibilisation et l'expertise sur le programme de MIC. Les activités de formation pourraient se concentrer sur la gestion de la MIC, analyser les règlements du programme, expliquer les principes de la Charte Erasmus et les différentes phases de l'Action, y compris comment poser une candidature dans le cadre d'un appel de MIC, tout en examinant les documents officiels de candidature. Ainsi, des procédures plus harmonisées pourraient être mises en place en termes de candidature, de sélection (y compris les procédures d'appel, le comité de sélection et la transparence des critères), de préparation à la mobilité (y compris les différentes formes de soutien administratif), d'évaluation, de suivi et de reconnaissance des activités menées à l'étranger. De plus, un réseau des chargés de relations internationales sera créé au sein des différents EES algériens, qui pourront partager les pratiques en place au niveau national.
4. Les événements de mise en réseau entre les EES des pays partenaires et des pays du programme doivent également être encouragés, comme celui organisé à Rome en octobre 2017 avec un accent sur la région MENA, car ils sont essentiels pour promouvoir une meilleure communication, accroître la connaissance et la confiance mutuelles par l'interaction personnelle. Des activités similaires de mise en réseau pourraient également être planifiées en adoptant le modèle Erasmus + Virtual Exchange - E+VE (https://europa.eu/youth/erasmusvirtual_en), afin de limiter les coûts de mobilité, de rationaliser le calendrier et permettre une participation plus large et inclusive des toutes les parties intéressées, tout en recourant également aux technologies numériques, en renforçant la coopération entre les différentes catégories de personnel - personnel enseignant, personnel auxiliaire d'enseignement, chargés internationaux et personnes employées- non seulement au sein du même EES, mais également entre les différents EES impliqués.
5. Innovation dans l'offre éducative. Outre l'adoption des nouvelles méthodes d'enseignement des langues étrangères décrites dans le paragraphe précédent, les formes d'enseignement innovantes concernent également les moyens d'englober à la fois l'enseignement traditionnel et les alternatives permettant une approche centrée sur l'étudiant et la possibilité d'un apprentissage global. C'est le cas du modèle Erasmus + Virtual Exchange E+VE, un projet novateur permettant aux jeunes de s'engager dans des expériences interculturelles significatives en ligne, visant à favoriser la compréhension mutuelle et le développement des compétences. En améliorant les compétences transférables et les

compétences non techniques, et en s'adressant à des groupes ayant peu ou pas d'accès à l'apprentissage international, les projets E+VE peuvent apporter un soutien valable à la MIC, soit comme composante internationale supplémentaire à un cours déjà existant, soit comme activité de pré-mobilité proposée par les bureaux des relations internationales partenaires des EES d'origine et d'accueil, en mettant l'accent sur la préparation linguistique et culturelle des futurs étudiants étrangers. Les étudiants auront ainsi l'occasion de partager leurs points de vue sur divers sujets lancés par des animateurs formés et de discuter avec leurs pairs dans leur futur établissement d'accueil, ce qui leur permettra de pratiquer la langue et d'apprendre un peu plus sur la culture d'accueil. En outre, un tel modèle contribuerait de manière significative à la réduction de l'empreinte carbone de la mobilité, une mesure qui est aujourd'hui très nécessaire, puisqu'un nombre croissant d'universités demandent des initiatives neutres en carbone. D'autre part, les cours en ligne ouverts et massifs (CLOM) et autres modèles en ligne, ainsi que les échanges virtuels, pourraient donner accès à une expertise internationale, ce qui améliorerait la qualité et la réputation des programmes avec ressources limitées.

6. Suivi : il convient de mettre davantage l'accent sur l'analyse de l'impact des échanges de mobilité mis en œuvre et de ses avantages, tant pour le bénéficiaire individuel que pour les institutions concernées.
7. Élargissement de l'offre de cours d'anglais : des efforts devraient être faits pour internationaliser davantage le programme d'études, en augmentant le nombre de cours d'anglais, en particulier dans les disciplines qui sont utiles pour le développement de l'économie algérienne, afin d'attirer des étudiants et des compétences internationales et de contribuer ainsi davantage à la recherche endogène. Ceci ne peut être réalisé que par une coopération plus étroite entre les différentes unités universitaires. À cette fin, cette offre éducative devrait être promue d'une façon plus cohérente, en fournissant des informations complètes sur des cours similaires.
8. Il est parfois nécessaire d'améliorer les relations avec les NEO, surtout dans les cas où il n'y a qu'une connaissance limitée de leur existence, leurs activités et leur rôle. Le NEO joue un rôle clé dans la promotion de l'action Erasmus+ KA107 (ainsi que d'autres actions pertinentes du programme E+) auprès des EES algériens, en renforçant la visibilité et l'exploitation des résultats au niveau national, ainsi qu'en collectant des données, en assurant le suivi et l'évaluation des résultats de l'action concernant chaque EES algérien participant. Cependant, il est fortement recommandé de renforcer son rôle afin de coordonner la collecte des demandes de visa, en assurant la liaison avec les consulats afin de créer un canal préférentiel pour les candidats à l'action KA107 et avec d'autres NEO de la région MENA, les agences nationales de l'UE et la Commission européenne pour participer à des événements de mise en réseau et encourager le partage d'expériences et de pratiques.

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS GENERALES SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA MIC EN ALGERIE

Sans doute le système d'enseignement supérieur algérien dans son ensemble doit faire des efforts supplémentaires et cruciaux pour s'adapter pleinement aux tendances d'internationalisation déjà en cours. À cette fin, l'Algérie vise, avec d'autres pays de la région MENA, à tirer parti de l'expérience réussie d'Erasmus au sein de l'Europe, en élargissant son champ d'application de manière à créer un espace euro-méditerranéen de l'enseignement supérieur. À cet égard, l'action Erasmus+ KA107 est perçue comme une occasion importante de développer davantage la dimension internationale des EES concernés, à la fois en offrant des possibilités d'apprentissage, de formation et d'enseignement à l'étranger à leurs étudiants et à leur personnel et en offrant plus de possibilités d'apprentissage et d'enseignement dans leur propre pays à leur communauté universitaire, notamment grâce aux visiteurs internationaux. Ces projets de coopération apportent des résultats positifs non seulement aux participants aux échanges de mobilité, mais aussi à leurs établissements. Un niveau de satisfaction élevé a été constaté parmi ceux qui pourraient bénéficier d'une expérience de MIC : on peut confirmer que les échanges Erasmus+ peuvent ouvrir les esprits et les horizons et améliorer les compétences multiculturelles et de communication. Une plus grande estime de soi et une plus grande confiance dans les capacités des participants à travailler et à obtenir des résultats dans le contexte universitaire figurent parmi les principaux résultats des bénéficiaires. Au niveau institutionnel, la coopération existante avec les partenaires historiques de l'enseignement supérieur dans les pays du programme peut être consolidée grâce à la MIC et les nouvelles coopérations avec de nouveaux établissements peuvent être développées. Afin d'accroître ces avantages, ainsi que le nombre de possibilités de mobilité, une participation accrue des établissements d'enseignement supérieur algériens à ce programme de mobilité Erasmus+ est souhaitée par les EES concernés et le bureau national algérien Erasmus+.

Les EES concernés ont une certaine connaissance de l'Action, grâce aux événements d'information organisés par le NEO, à la coopération continue avec les universités partenaires de longue date dans les pays du programme et aux contacts personnels avec les pairs des EES des pays du programme. La présence active des directeurs des bureaux internationaux des EES concernés est fondamentale pour coordonner, superviser et gérer la participation des EES à l'Action au niveau local. Néanmoins, le nombre de ressources humaines travaillant au sein de la MIC devrait être plus élevé et une formation spéciale sur l'Action et les possibilités de mobilité devrait être dédiée à ce personnel, afin de renforcer leurs connaissances et leur expertise technique. Idéalement, une unité Erasmus+ devrait être créée au sein des EES algériennes pour s'occuper des différentes initiatives Erasmus+ (et de leur suivi).

Avant tout, les charges administratives doivent être allégées, ce qui n'est possible que par une révision de la gestion, pas seulement au sein de chaque EES mais aussi au niveau national, ce qui nécessite une coordination plus forte, notamment en ce qui concerne les demandes de visa. La communication est également cruciale pour le succès de l'action et une plus grande transparence ainsi que des procédures harmonisées doivent être mises en œuvre dans toutes les étapes du projet, ce qui est favorisé par une mise en réseau intense.

En ce qui concerne les accords interinstitutionnels de MIC en cours, la qualité des échanges de mobilité financés pourrait être améliorée grâce à une série d'actions. D'une part, celles-ci peuvent tirer profit des bonnes pratiques développées par les EES algériens pour répondre à leurs besoins ou pour faire face à des problèmes spécifiques dans les cas de mobilité individuels. Ces solutions pourraient également être appliquées à d'autres cas. D'autre part, les EES algériens pourraient également bénéficier de l'expérience des universités partenaires dans les pays du programme, en partageant les connaissances et les pratiques, ainsi qu'en analysant leurs procédures de gestion de la MIC, qui pourraient ensuite être ajustées et adaptées au contexte des EES algériens. À cette fin, les événements de mise en réseau sont à nouveau essentiels afin de permettre aux différentes parties intéressées de partager leurs points de vue, leurs défis et les solutions identifiées.

En conclusion, la MIC peut effectivement renforcer la dimension internationale des EES algériens, mais cela nécessite à son tour une offre éducative plus attrayante, qui englobe à la fois un plus grand choix de cours en anglais, ainsi que des méthodes pédagogiques innovantes, à intégrer dans les cours traditionnels ou à offrir des possibilités supplémentaires d'apprentissage et de croissance dans une perspective plus globale et plus inclusive.

RÉFÉRENCES

ICMED project results, <https://www.icmedproject.eu/project-outputs/>

- Internationalization of Higher Education in MENA: Policy Issues Associated with Skills Formation and Mobility,
<http://documents.worldbank.org/curated/en/123501468299193117/pdf/637620ESW0WHIT00SELM20ReportMENA0EN.pdf>

- Higher Education and Scientific Research Sector in Algeria: what kind of challenges and changes that are required for a better system?, by Samah Souleh, Conference Paper, 7th International Scientific Forum, ISF 2017 "Education, climate change and economic development", Oxford, United Kingdom, February 2017,
https://www.researchgate.net/publication/314115135_HIGHER_EDUCATION_AND_SCIENTIFIC_RESEARCH_SECTOR_IN_ALGERIA_WHAT_KIND_OF_CHALLENGES_AND_CHANGES_THAT_ARE_REQUIRED_FOR_A_BETTER_SYSTEM

Higher Education in Algeria: Achievements and challenges- 1963 to 2017, by Fatima Bouchikhi and Barka Zine, UBT International Conference 2017, p. 115, <https://knowledgecenter.ubt-uni.net/conference/2017/all-events/115>

- Overview of the Higher Education System – Algeria, February 2017, European Union 2018,
http://erasmusplus.dz/wp-content/uploads/2018/09/CountryFiche_Algeria_2018.pdf

"Time to cut international education's carbon footprint", Hans de Wit and Philip G Altbach, 11 January 2020, University World News – the Global Window on Higher Education
<https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20200108084344396>

UNESCO Study Report on Financing Higher Education in Arab States
<https://en.unesco.org/sites/default/files/financing.pdf>